

MOBILISONS-NOUS CONTRE LA POLITIQUE BELGE D'IMMIGRATION !

De nombreux sans-papiers occupent des universités et hautes écoles. Ils luttent pour obtenir des papiers et dénoncer les conditions infernales dans lesquelles ils vivent. Nous saluons cette détermination et cette combativité, ainsi que celle de leurs soutiens. Les organisateurs de la manifestation réclament l'application de l'accord du gouvernement sur l'immigration et une circulaire définissant des critères clairs de régularisation. Nous sommes entièrement d'accord d'exiger que le gouvernement régularise massivement les sans-papiers, car chaque régularisation est une victoire. Mais pour nous, des « critères de régularisation », cela veut dire des critères d'exclusion de la régularisation, et nous ne pouvons pas accepter cela. Nous ne pensons d'ailleurs pas que le gouvernement va définir des critères larges favorables aux sans-papiers. Si cet accord promet la régularisation de certains sans-papiers, il s'agit avant tout d'une politique belge d'immigration restrictive, au profit des « besoins économiques »... des patrons.

Aucune confiance dans le gouvernement !

Par sa politique d'immigration, le gouvernement crée des « sans-papiers » en maintenant des dizaines de milliers de travailleurs dans l'illégalité. Pour cela, le gouvernement dispose de tout un système répressif, comprenant arrestations et centres fermés qui servent avant tout à faire peur aux travailleurs sans papiers pour qu'ils soient bien « dociles » face à leurs patrons. Les sans-papiers sont des travailleurs sans droit. Pour améliorer leur situation, il est donc crucial de faire reconnaître leurs droits, à commencer par le droit de vivre où ils le veulent et également le droit au travail, qui va de pair avec le droit à la sécurité sociale. Pour cela, il faut exiger que les organisations syndicales les défendent par la mobilisation et l'unité de tous les travailleurs, en commençant dans chaque secteur concerné. La régularisation de tous les sans-papiers est un enjeu pour tous les travailleurs car cela empêcherait les employeurs de faire pression sur les salaires des travailleurs « légaux » et renforcerait le rapport de force contre le gouvernement et contre le patronat pour exiger de meilleures conditions de vie et de travail pour tous.

Il s'agit de s'unir tous ensemble, travailleurs avec ou sans papiers, avec ou sans emploi, étudiants et tous les soutiens, pour rejeter la politique belge d'immigration et d'avancer, à travers des régularisations et victoires concrètes, vers la régularisation de tous les sans papiers !

**Syndicalisation des travailleurs sans papiers
aux mêmes conditions que leurs camarades de travail avec papiers !
Permis de séjour et de travail illimité pour tous !
Arrêt des expulsions ! Suppression des centres fermés !
Régularisation de TOUS les sans papiers !**



Ligue Communiste des Travailleurs (LCT)
Section belge de la LIT-QI
www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

L'accord du gouvernement Une régularisation de l'esclavage

Cet accord vise à réduire les possibilités de régularisation des sans-papiers qu'il juge « inutiles » et à favoriser l'exploitation en les obligeant à accepter la volonté de l'employeur pour accéder à des papiers... provisoires. Ainsi, « *le gouvernement introduit à court terme la possibilité d'une immigration économique* », cyniquement dite « choisie », dont les critères seront définis par l'Union européenne. En effet, avec l'entrée en vigueur de la « carte bleue » au niveau européen, l'obtention d'un permis de séjour ainsi que la durée de séjour dépendent de la pénurie de main d'œuvre dans certains secteurs de l'économie ; et quand le travail à faire est terminé, le travailleur est renvoyé dans son pays d'origine.

Selon l'accord, « *le Gouvernement harmonisera les conditions relatives au regroupement familial (...), opte pour une politique de régularisation sur une base individuelle (...), mènera une politique de retour et d'éloignement effective à l'égard des étrangers qui n'auront pas obtenu de permis de séjour.* » Concernant les centres fermés, demander l'application de l'accord du gouvernement, c'est accepter la logique « d'humanisation » des centres fermés et la construction de nouveaux centres destinés aux familles et aux « individus turbulents ».